



## COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 21 SEPTEMBRE 2018.

Madame la présidente,

C'est encore une fois par voie de presse que les agents de la DGFIP ont eu confirmation qu'ils seront soumis pour la seizième année consécutive à des suppressions d'emplois.

Mais cette nouvelle n'a rien d'un scoop, elle était annoncée par le Directeur Général l'an dernier à la même époque, ce dernier se félicitait d'ailleurs du faible nombre de ces suppressions pour 2018 (environ 1600) en comparaison des années précédentes et ... à venir.

Son message du 17 septembre dernier diffusé sur Ulysse annonçant les 2130 suppressions d'emplois supportées par la DGFIP au 1<sup>er</sup> janvier 2019 en apporte la confirmation.

Après donc une toute relative baisse en 2017 et 2018 nous reprenons le chemin de la destruction méthodique de notre direction et plus largement de notre ministère avec comme argument principal avancé la mise en place du prélèvement à la source !

Est-ce à dire que si cette réforme n'avait pas vu le jour, comme le Président de la République a semblé le laisser percevoir voilà 2 semaines, notre direction n'aurait pas eu de suppressions d'emplois ?

Bien sûr que non !

Cela faisait des mois, et encore dans son discours à l'encadrement le 11 juillet dernier, que le ministre ne cachait plus que des suppressions d'emplois seraient inscrites dans le PLF 2019, avec pour première conséquence le resserrement du réseau territorial de la DGFIP.

Parallèlement à ces annonces il fallait nécessairement persuader les Français que le Président veille à tous les détails au risque d'introduire le doute sur la capacité des services de la DGFIP à mener à bien cette réforme.

Que les choses soient claires : **F.O.-DGFIP** a toujours été opposé à cette réforme, considérant que la collecte de l'impôt doit rester une mission de l'État. Pour autant, nous n'acceptons pas que les compétences des agents des Finances Publiques puissent être mises en doute comme elles l'ont été durant les semaines passées.

Si, encore, l'annonce de cette décision avait mis un terme à la polémique, cela aurait été un moindre mal.

Bien au contraire, la cacophonie de communication a laissé des traces. Ainsi, les contribuables continuent à solliciter les services de la DGFIP pour obtenir des réponses ou des assurances que les agents sont bien en peine de leur donner tant que les améliorations promises n'auront pas été traduites dans des textes législatifs et réglementaires.



Les personnels vont donc faire une nouvelle fois les frais d'une politique tournée quasi exclusivement vers la communication. En outre, preuve est faite que ces couacs ne freineront aucunement la volonté gouvernementale de réduction des effectifs à la DGFIP. En effet, non content de demander un travail supplémentaire, le gouvernement continuera sans état d'âme à supprimer des emplois à la DGFIP sans doute en remerciement de l'engagement et de la loyauté des personnels. C'est inacceptable.

Interpellé en audience sur le malaise et la colère des agents face aux attermolements présidentiels sur la mise en oeuvre du prélèvement à la source et leur expression publique ces dernières semaines, le Ministre s'est pourtant voulu rassurant, comme il l'est dans ses passages médiatiques, en indiquant qu'il n'avait pas connaissance d'un surplus d'usagers aux guichets de la DGFIP en cette période, tout en ne niant pas que le mois de janvier serait « *compliqué* » !

Si nous partageons ses craintes sur ce premier mois de l'année 2019 (et pas seulement celui-là) nous persistons à dire que face aux enjeux majeurs auxquels sont confrontés les personnels dans la mise en oeuvre de ces lourdes réformes, la politique engagée est, non seulement inacceptable, mais elle est clairement suicidaire pour le service public rendu aux usagers.

**F.O.-DGFIP** condamne fermement ces nouvelles suppressions d'emplois qui détérioreront le service public rendu aux usagers et aggraveront les conditions de travail des agents.

**F.O.-DGFIP** appelle d'ores et déjà les agents à se mobiliser dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle du 9 octobre.

Laon, le 21 septembre 2018.